

**Liu Shaoqi** : vétéran de la Longue Marche et de la guerre contre les Japonais, secrétaire général du parti communiste chinois, il est l'un des vice-présidents de la Chine, puis président de la RPC en 1959

**Deng Xiaoping** : même parcours politique que le précédent. Il est ministre des finances au début des années 1950, puis occupe de nombreux postes à responsabilité au sommet de la hiérarchie du parti communiste chinois.

### **Principe de la « Chine unique » :**

Aussi bien pour la Chine populaire que pour Taïwan, il n'existe qu'une seule Chine, et le gouvernement de Pékin comme le gouvernement de Taipei estiment être le seul gouvernement légitime de cette Chine. Cela a plusieurs conséquences :

-Taïwan n'a jamais proclamé son indépendance, bien qu'un parti indépendantiste existe sur l'île. Le nom officiel de Taïwan est toujours « République de Chine ».

-La République populaire de Chine, comme Taïwan, imposent à chaque pays du monde de choisir quelle gouvernement légitime de la Chine ils veulent reconnaître : reconnaître l'un implique de rompre ses relations diplomatiques avec l'autre. Avec la montée en puissance de la Chine, la plupart des pays du monde ont cessé de reconnaître officiellement Taïwan au profit de la RPC.

-La RPC a toujours refusé de siéger dans les institutions qui acceptaient Taïwan, tel l'ONU jusqu'en 1971. L'entrée de la RPC implique donc toujours une sortie de Taïwan.

-Depuis que la RPC siège à l'ONU et dans les grandes institutions internationales, Taïwan n'apparaît au mieux dans leurs documentations officielles que sous l'intitulé « China -province of Taïwan » (CNUCED, FMI). Dans certains cas, Taïwan n'apparaît tout simplement pas (données statistiques de la Banque Mondiale, par exemple).

Depuis les années 80, une relative normalisation est intervenue entre la Chine populaire et Taïwan qui se sont mis d'accord sur le statu-quo suivant : il n'existe qu'une seule Chine, mais la forme de son gouvernement n'est pas encore tranchée. Cependant, Pékin a prévenu à plusieurs reprises qu'une déclaration d'indépendance sera considérée comme un acte de guerre.

### **Poids économique de la Chine au moment du Grand bond en avant :**

En 1960, la Chine représente 4 % du PIB mondial environ, pour environ 22 % de de la population mondiale.

### **Les « Quatre vieilleries » :**

Vieilles idées, vieilles habitudes, vieille culture, vieilles coutumes.

### **Les « Quatre modernisations » :**

- L'agriculture ;
- L'industrie ;
- La science et les technologies ;
- La défense.

### **Les avantages des « Zones Economiques Spéciales » pour les entreprises étrangères :**

- faible taux d'imposition
- absence de droits de douane pour les exportations vers l'étranger
- les entreprises privées étrangères sont autorisées (les entreprises privées n'existent pas dans un régime communiste)
- les bénéfices peuvent être transférés à l'étranger
- la main d'oeuvre est peu coûteuse et peut être facilement licenciée (ce qui n'est pas le cas sur le reste du territoire)
- divers autres avantages...

### **La part de l'État chinois dans les FTN chinoises :**

A de rares exceptions près (Huawei, Lenovo, certains constructeurs automobiles), l'État chinois est l'actionnaire majoritaire de toutes les FTN chinoises, souvent même le seul actionnaire. Aucune décision de ces entreprises n'échappent donc à la supervision des autorités politiques. Le gouvernement chinois est en mesure de mettre l'action internationale de ces FTN au service des intérêts géostratégiques du pays.

### **La « diplomatie du cadeau » :**

Note : ces exemples pourront également être utilisés dans les chapitres de géographie concernant la Chine ou l'Afrique (thème 3 du programme de géographie)

#### *Le port de Hambantota au Sri-Lanka :*

Au milieu des années 2000, le gouvernement sri-lankais souhaite développer économiquement le pays, qui fait partie des PED. Mais, suite à de nombreuses violations des droits de l'homme à l'encontre de la minorité ethnique tamoule, il ne peut compter sur les principales puissances économiques du monde, et il est même menacé de sanctions économiques par l'ONU. Parmi plusieurs projets, celui du port de Hambantota vise à créer un port gigantesque et ultra-moderne. Mais le projet est disproportionné par rapport aux besoins du pays, et n'est pas rentable.

Seule la Chine accepte de financer le projet. Des entreprises chinoises sont chargées de sa réalisation.

Le Sri-Lanka est rapidement étranglé par son endettement vis à vis de la Chine. Alors, en 2017, pour effacer une grande partie de l'ardoise, la Chine se fait concéder le port pour un bail de 99 ans. La Chine obtient ainsi un port important pour ses navires de commerces, mais aussi pour ses navires de guerre, à proximité immédiate de sa rivale régionale, l'Inde. Le Sri-Lanka, lui, a souscrit un prêt d'un milliard de \$ auprès de la China Development Bank, une banque possédée par l'État chinois, pour faire face au remboursement du reste de sa dette... Le pays se retrouve ainsi plongé dans un cercle vicieux de dépendance croissante envers la Chine.

### *Le chemin de fer Addis-Abeba - Djibouti*

Enclavé dans la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie est un pays très pauvre et très peuplé (100 millions d'habitants). Pour assurer le développement économique du pays, le gouvernement éthiopien a décidé de construire une nouvelle voie ferrée entre sa capitale, Addis-Abeba, et le port de Djibouti. L'infrastructure est financée, construite et exploitée par des entreprises chinoises.

Le rôle de l'État chinois a évidemment été central dans la réalisation de cette infrastructure.

Djibouti est un port important dans le projet des « Nouvelles routes de la Soie », et une base militaire chinoise y a été récemment construite. Les forces chinoises qui y stationnent ont pour mission de sécuriser les activités économiques chinoises, en pleine expansion en Afrique de l'Est. La construction de la voie ferrée s'est accompagnée de la construction d'une zone économique spéciale à Dukem, au sud de la capitale, où se sont implantées majoritairement des entreprises chinoises cherchant à délocaliser leurs activités dans ce pays où la main d'œuvre est moins chère qu'en Chine.

Cet axe ferroviaire n'est que le premier volet d'un programme de développement des axes de transport du pays, dans lequel la Chine doit jouer un rôle majeur. D'autres ZES chinoises sont en cours de construction ou en projet en Éthiopie, dont la dette envers la Chine ne cesse de croître.

### **Coefficient de Gini :**

Le coefficient de Gini est un outil statistique permettant de mesurer les inégalités dans une population, en terme de revenus par exemple.

### **Mingong :**

Les mingong sont des travailleurs issus des régions rurales de Chine, installés en ville où ils travaillent dans les usines et les chantiers de construction. L'immense majorité d'entre eux sont en réalité des migrants clandestins dans leur propre pays. En effet, en Chine, il est nécessaire

d'obtenir un permis de résidence pour s'installer en ville (*hukou*). Ce hukou donne également accès à des avantages sociaux (scolarisation des enfants, assistance médicale, accès au logement...). En raison de leur statut de travailleurs illégaux, les mingong sont exploités par les entreprises qui les emploient et connaissent une situation de grande précarité. Leur nombre n'est pas connu avec précision, mais serait compris entre 175 et 250 millions de personnes.

**Irrédentisme :**

L'irrédentisme est la revendication de territoires considérés comme nationaux mais occupés par des puissances étrangères ou illégitimes.